

Document:-
A/CN.4/SR.601

Compte rendu analytique de la 601e séance

sujet:
Relations et immunités consulaires

Extrait de l'Annuaire de la Commission du droit international:-
1961, vol. I

*Telechargé du site Internet de la Commission du Droit International
(<http://www.un.org/law/french/ilc/index.htm>)*

proposition donnerait au Comité de rédaction de meilleures indications.

74. Le **PRESIDENT** fait observer qu'ayant déjà commencé le vote sur l'article 40, la Commission ne peut pas s'occuper de la proposition de M. Edmonds avant que le vote soit achevé; il met aux voix la proposition de M. François tendant à renvoyer le paragraphe 1^{er} au Comité de rédaction, compte tenu de la discussion.

Par 7 voix contre 5, avec 5 abstentions, la proposition de M. François est adoptée.

Le paragraphe 1^{er} de l'article 40 proposé par le Rapporteur spécial (A/CN.4/137), tel qu'il a été amendé, est approuvé sous réserve de modifications de rédaction.

75. Le **PRESIDENT** dit que la Commission semble accepter la suggestion qu'il a émise, et qui consiste à supprimer, au paragraphe 2 nouveau proposé par le Rapporteur spécial, pour l'article 40, les mots « portant condamnation à une peine de prison pour une infraction grave ».

76. M. JIMENEZ de ARECHAGA ne pourra pas voter le paragraphe 2, modifié selon la proposition du Président, si ce paragraphe peut être interprété comme ayant pour effet d'accorder aux consuls des privilèges spéciaux car il s'agit, en fait, d'un droit dont jouissent les simples particuliers comme le prouve l'alinéa a) du paragraphe 1^{er} de l'article 5 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (Rome, 1950)².

77. Le **PRESIDENT** dit que les paragraphes 3 et 4 de la nouvelle rédaction proposée par le Rapporteur spécial semblent devoir être acceptés, puisqu'ils n'ont donné lieu à aucune proposition d'amendement.

78. Il rappelle à la Commission que le Rapporteur spécial a préparé un article séparé sur la renonciation à l'immunité (A/CN.4/137, article 50, a), qui sera examiné ultérieurement.

79. Il propose de renvoyer l'article 40, tel qu'il a été amendé, au Comité de rédaction.

Il en est ainsi décidé.

80. M. AMADO juge fort discutable l'assertion qui figure au paragraphe 20 du commentaire et espère que le Rapporteur spécial voudra bien la soumettre à un nouvel examen.

81. Le **PRESIDENT** suggère à la Commission de prier le Rapporteur spécial de résumer dans le commentaire les opinions qui ont été exprimées au sujet des rapports entre l'article 40 et les dispositions parallèles de la Convention de Vienne et celles qui ont été avancées au sujet de l'utilité d'assurer aux fonctionnaires consulaires l'immunité absolue d'arrestation et de détention.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 h. 05.

601^e SEANCE

Jeudi 1^{er} juin 1961, à 10 heures

Président : M. Grigory I. TOUNKINE

Relations et immunités consulaires (A/4425, A/CN.4/136 et Add.1 à 10, A/CN.4/137) (suite)

[Point 2 de l'ordre du jour]

PROJET D'ARTICLES (A/4425) (suite)

1. Le **PRESIDENT**, rappelant les décisions prises au sujet de l'article 40 (559^e séance, par. 53 et 75), explique qu'il n'a pas mis aux voix la proposition de M. Edmonds, car la Commission avait approuvé le nouveau texte du Rapporteur spécial, après y avoir apporté certaines modifications. Toutefois, rien n'empêche M. Edmonds ou tout autre membre de la Commission, au moment où celle-ci examinera le rapport du Comité de rédaction, de présenter à nouveau le texte adopté pour l'article 40 à la douzième session.

2. Le Président invite la Commission à examiner l'article 41 du projet relatif aux relations et immunités consulaires (A/4425).

ARTICLE 41 (Immunité de juridiction)

3. M. ŽOUREK, Rapporteur spécial, appelle l'attention sur le résumé des observations présentées par les gouvernements que l'on trouve dans son troisième rapport (A/CN.4/137, article 41). Par la suite, le Gouvernement espagnol (A/CN.4/136/Add.8) a fait savoir que l'article 41 ne soulèverait pas d'objection de sa part si l'on acceptait, comme il l'avait proposé pour l'article premier, de limiter la portée des expressions « employé de consulat » et « personnel privé ».

4. Pour tenir compte des critiques formulées par deux gouvernements au sujet de l'expression « actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions », le Rapporteur spécial a remanié le texte de l'article 41; mais il ne connaissait pas, alors, le libellé définitif de la disposition correspondante de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques (A/CONF.20/13). Or, la Commission constatera que le membre de phrase en question figure au paragraphe 3 de l'article 37 de ladite Convention, ainsi qu'au paragraphe 1^{er} de l'article 38 où a été ajoutée l'épithète « officiels », comme c'est aussi le cas dans l'article 50 du projet sur les relations consulaires.

5. Puisque la Commission veut se tenir aussi près que possible du texte de la Convention de Vienne, le Rapporteur spécial retirera son nouveau projet et recommandera à la Commission de revenir à l'article 41 tel qu'il a été adopté à la douzième session. Il hésite d'autant moins à le faire que les deux observations qui l'avaient amené à remanier l'article ne portent pas sur des questions fondamentales.

6. M. Žourek se demande si la suggestion du Gouvernement danois (A/CN.4/136/Add.1) concernant la res-

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 213, p. 221 et suivantes.

ponsabilité pour les dommages causés par les véhicules automobiles aurait sa place dans un instrument multilatéral; comme il l'a déjà souligné dans les observations qu'il a présentées à propos de cette suggestion, la question pourrait être résolue plus facilement dans le cadre d'accords bilatéraux. Plusieurs conventions consulaires de date récente contiennent une clause sur cette responsabilité. Si la Commission le souhaitait, il serait prêt à lui présenter un texte, mais la disposition en question devrait sans doute faire l'objet d'un article séparé.

7. On trouvera dans le troisième rapport du Rapporteur spécial la réponse à la question de l'Indonésie et des Philippines concernant les critères généraux qui doivent permettre de décider si un acte a été accompli dans l'exercice de fonctions officielles.

8. Comme la Commission l'a elle-même indiqué au paragraphe 3 de son commentaire, il serait extrêmement difficile de formuler une règle générale définissant les actes qui rentrent dans le cadre des fonctions consulaires; en outre, il serait dangereux de qualifier de quelque manière que ce soit l'immunité prévue à l'article 41, car cela pourrait avoir pour effet de gêner les consuls dans l'exercice de leurs fonctions, eu égard notamment, aux limitations que connaît déjà l'immunité consulaire.

9. Il est évident que l'article 41 et les articles suivants soulèvent des questions théoriques très intéressantes; cependant, le Rapporteur spécial se permet d'insister auprès des membres de la Commission pour qu'ils bornent leurs observations aux problèmes soulevés par les gouvernements, étant donné qu'il reste à la Commission de nombreux articles à examiner, sans compter quelques articles entièrement nouveaux.

10. M. VERDROSS regrette que le Rapporteur spécial ait retiré son nouveau texte, qui lui paraissait bien supérieur à celui que la Commission avait adopté à la session précédente. Pour illustrer le genre de difficultés que le texte établi en 1960 pourrait entraîner, il fait observer qu'on pourrait conclure de celui-ci qu'un consul qui, provoqué par des déclarations faites au cours d'un entretien officiel, tue son interlocuteur, commet cet acte dans l'exercice de ses fonctions.

11. Aux fins de l'article 41, il n'existe qu'un seul critère pour distinguer les actes officiels des actes privés : les premiers sont imputables à l'Etat d'envoi, les autres à un individu. Si pour ne pas s'écarter du libellé adopté dans la Convention de Vienne, la Commission décidait de maintenir pour l'article 41 le texte de 1960, M. Verdross insisterait pour qu'il soit clairement indiqué dans le commentaire que le dernier membre de phrase vise les actes imputables à l'Etat d'envoi parce que accomplis dans l'exercice des fonctions consulaires.

12. M. MATINE-DAFTARY préfère le texte approuvé à la douzième session, qui est parfaitement intelligible pour les juristes, car l'expression « actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions » figure dans de nombreux codes et est analysée de façon très détaillée dans la jurisprudence des tribunaux (voir, par exemple, le *Recueil de jurisprudence* Dalloz). Tout différend sur le point de savoir si un acte rentre ou non dans le cadre de cette définition serait, naturellement, réglé par les tribunaux.

M. Matine-Daftary ne pense pas qu'il faille insérer dans le commentaire des explications trop détaillées.

13. Le nouveau texte que propose le Rapporteur spécial ne précise pas le sens de l'article; il risque, en outre, d'entraîner des difficultés d'interprétation, et l'on se demanderait pourquoi la Commission a jugé bon de s'écarter de la version de 1960 ainsi que du libellé de la Convention de Vienne.

14. Etant donné que l'assurance contre les accidents causés aux tiers est obligatoire dans la plupart des pays, il conviendrait peut-être de mentionner le point soulevé par le Gouvernement danois.

15. Le PRESIDENT fait observer que la Commission n'est plus saisie du nouveau texte de l'article 41 qui figure dans le troisième rapport. Il espère qu'elle pourra en terminer rapidement avec cet article qui est fort simple.

16. Pour M. EDMONDS, l'article 41 soulève des problèmes très réels. Le texte arrêté à la douzième session est non seulement extrêmement vague, il est inapplicable dans la pratique. M. Edmonds ne sait pas au juste ce qu'il faut entendre par les mots « ne sont pas justiciables des autorités judiciaires et administratives ». On peut l'interpréter comme signifiant qu'aucune procédure judiciaire ou administrative ne peut être ouverte contre un consul si ce n'est qu'à raison d'un acte commis en dehors de l'exercice de ses fonctions. C'est uniquement à raison d'un tel acte qu'une action pourrait être intentée contre lui devant un tribunal ordinaire ou devant un tribunal administratif. Mais on pourrait aussi interpréter cette clause comme voulant dire qu'aucun membre du consulat ne saurait être passible d'une condamnation au civil ou au pénal à raison d'actes accomplis dans l'exercice de ses fonctions.

17. M. YASSEEN appuie les arguments avancés par le Rapporteur spécial en faveur du maintien du texte adopté à la précédente session.

18. Une disposition analogue à celle que propose le Gouvernement danois conviendrait dans le cas des membres d'une mission diplomatique qui jouissent de l'immunité de juridiction civile, mais elle est inutile dans le cas présent, les fonctionnaires consulaires étant tenus de respecter les lois et règlements de l'Etat de résidence en matière d'assurance obligatoire des véhicules automobiles.

19. Se référant à l'observation du Gouvernement suédois (A/CN.4/136/Add.1), M. Yasseen fait remarquer qu'il existe une réelle différence du point de vue de leur portée, entre l'expression qui figure à l'article 41 et celle qui est employée au paragraphe 1^{er} de l'article 50; cette dernière, qui est indispensable pour assurer l'exercice des fonctions consulaires, va suffisamment loin.

20. Le PRESIDENT, parlant en qualité de membre de la Commission, reconnaît que M. Edmonds a mis en lumière une difficulté réelle, mais qui porte davantage sur la forme que sur le fond. Tout différend sur le point de savoir si un acte a été accompli ou non dans le cadre de fonctions consulaires serait réglé par un tribunal.

21. Il préfère, lui aussi, le texte adopté pour l'article 41 à la session précédente et il pense que l'on pourrait obvier à la critique de M. Edmonds en remaniant ce texte comme suit : « Les membres du consulat bénéficient de l'immunité

de juridiction du pouvoir judiciaire et administratif de l'Etat de résidence à raison d'actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions ». Ce texte pourrait être porté à l'attention du Comité de rédaction.

22. M. GROS déclare que l'article 41, dans sa version française, est tout à fait clair dans le sens des observations du Président. La clause octroie l'immunité de juridiction pour tous les actes relatifs à l'exercice des fonctions consulaires. Ce n'est pas là une innovation, mais une règle de droit bien établie. C'est ainsi qu'aucune poursuite ne peut être intentée devant les tribunaux de l'Etat de résidence contre un consul qui refuserait de délivrer un visa à un ressortissant dudit Etat, ou qui congédierait un ressortissant de l'Etat de résidence appartenant au personnel du consulat. On se rappellera également l'affaire Dillon entre la France et les Etats-Unis et dans laquelle, en 1854, le refus du consul de France à San Francisco de témoigner au sujet d'une question relevant de l'exercice de ses fonctions a été admis.

23. M. Matine-Daftary a fait observer, à juste titre, que l'expression « actes accomplis dans l'exercice des fonctions » a un sens bien déterminé en droit national comme dans la pratique internationale; la jurisprudence administrative française emploie un bon critère : l'acte « détachable » du rôle officiel d'un fonctionnaire. La question se trouve très bien exposée au paragraphe 2 du commentaire de l'article 41, d'où il ressort nettement que l'acte commis dans le cas cité par M. Verdross ne serait pas considéré comme un acte de la fonction. En cas de contestation sur le point de savoir si un acte a été accompli ou non dans l'exercice de fonctions consulaires, il appartient aux tribunaux locaux d'en décider; il ne faut pas oublier cependant qu'une telle question peut être évoquée par la voie diplomatique entre les Etats intéressés, ce qui donne une nouvelle garantie d'interprétation raisonnable des mots « actes accomplis dans l'exercice des fonctions ».

24. Pour M. Gros, le texte de l'article 41 et son commentaire sont acceptables.

25. Les arguments de M. Yasseen, qui juge inutile d'insérer une disposition expresse comme celle que suggère le Gouvernement du Danemark, ne l'ont cependant pas entièrement convaincu. Un membre du consulat qui réside dans un Etat où l'assurance contre les accidents causés aux tiers est obligatoire pourrait fort bien invoquer l'article 41 pour soutenir qu'il n'est pas tenu de s'assurer contre les accidents causés aux tiers lorsqu'il se rend à son bureau ou à une cérémonie officielle ou qu'il en revient. M. Gros rappelle à ce propos que c'est dans de telles circonstances qu'une infraction aux règles de la circulation fut relevée contre la voiture du Secrétaire général des Nations Unies. Il semble souhaitable, soit de stipuler dans le texte même de l'article, soit de préciser sans ambiguïté dans le commentaire que, nonobstant les dispositions de l'article 41, les fonctionnaires consulaires doivent respecter les lois et règlements de l'Etat de résidence relatifs à l'assurance obligatoire contre les accidents causés par les véhicules automobiles, même au cours de trajets officiels.

26. M. SANDSTRÖM dit qu'à son avis il n'est pas nécessaire d'introduire dans l'article même une disposition comme celle qu'a suggérée le Gouvernement danois; il est

évident que les véhicules appartenant aux membres d'un consulat sont également employés à des fins privées et par conséquent sont assujettis d'office à la législation de l'Etat de résidence que ces derniers sont tenus de respecter en vertu des dispositions de l'article 53.

27. M. YASSEEN pense que les règlements relatifs à l'assurance obligatoire s'appliqueront nécessairement aux fonctionnaires consulaires, puisque rien ne les exonère de l'observation de ces règlements. Se référant à l'argument avancé par M. Gros, il dit qu'il n'est guère probable qu'un consul prétende que son véhicule est exclusivement utilisé dans l'exercice de fonctions consulaires.

28. M. LIANG, Secrétaire de la Commission, se référant à l'affaire qui a mis en cause l'ancien Secrétaire général des Nations Unies, précise qu'en fait c'est le chauffeur de ce dernier qui a été cité à comparaître pour excès de vitesse dans la ville de New York et que la question s'est posée alors de savoir s'il s'agissait d'une infraction commise dans l'exercice des fonctions officielles du Secrétaire général. L'ancien Secrétaire général a ordonné au chauffeur de se soumettre à la juridiction du tribunal sans préjuger le point de savoir si l'immunité pouvait être invoquée en vertu de l'Accord relatif au Siège des Nations Unies conclu entre l'Organisation et les Etats-Unis¹.

29. En ce qui concerne l'assurance obligatoire, M. Liang déclare qu'aux termes de l'article 53 du projet, un membre du consulat est soumis sans aucun doute à la même obligation que le ressortissant de l'Etat de résidence, de se conformer aux règlements édictés par ce dernier.

30. M. GROS dit que le cas qui vient d'être cité posait, comme plusieurs autres, la question actuellement étudiée par la Commission et qui est de savoir si le fait de se rendre à une cérémonie officielle doit être considéré comme relevant de l'exercice des fonctions officielles. La question n'a pas qu'un intérêt purement théorique car il est arrivé qu'un agent diplomatique impliqué dans un accident refuse d'indiquer le numéro de sa police d'assurance en invoquant l'immunité du trajet officiel. Il est donc extrêmement important de faire en sorte que les dispositions de l'article 41 ne soient pas invoquées en conflit avec les lois et règlements de l'Etat de résidence sur l'assurance obligatoire.

31. M. AMADO invite instamment la Commission à introduire dans le projet une disposition comme celle suggérée par le Gouvernement danois, en raison du nombre sans cesse croissant d'accidents d'automobile. A défaut d'une clause expresse dans l'article même, il y aurait lieu d'insérer dans le commentaire une mention à cet effet dans des termes aussi catégoriques que possible.

32. M. ŽOUREK, Rapporteur spécial, donne à M. Amado l'assurance qu'il insérera dans le commentaire une mention expresse concernant le point important soulevé par M. Gros. Toutefois, vu les dispositions de l'article 53, il doute que la Commission puisse aller plus loin.

33. Pour donner satisfaction à M. Verdross, il rédigera

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, Vol. 11, p. 11 et suivantes.

volontiers une explication plus détaillée pour préciser dans le commentaire le sens de l'expression « actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions ».

34. M. BARTOŠ estime que, dans l'intérêt du développement progressif du droit international, la Commission devrait insérer dans l'article même une disposition correspondant à celle proposée par le Gouvernement danois. Il tient à signaler, à ce propos, que les fonctionnaires diplomatiques eux-mêmes ne sauraient importer un véhicule à moteur ou obtenir des plaques d'immatriculation dans l'Etat accréditaire sans produire la preuve que le véhicule est assuré contre tous dommages causés aux tiers. Si, toutefois, la Commission conclut que la question ne doit être traitée que dans le commentaire, il appuiera fortement la demande formulée par M. Amado d'y introduire une disposition très catégorique à cet effet.

35. M. PADILLA NERVO approuve vivement les vues exprimées par M. Amado et M. Bartoš, et rappelle qu'à New York, les diplomates ne reçoivent pas de plaques d'immatriculation spéciales jusqu'à ce qu'ils aient contracté une police d'assurance pour leur voiture.

36. Quant à la rédaction de l'article 41, il estime que, vu l'observation qui figure dans la première phrase du paragraphe 2 du commentaire, il y aurait peut-être lieu d'insérer le mot « officiels » à la suite du mot « actes » dans le texte de l'article.

37. Le PRESIDENT constate que la majorité de la Commission semble vouloir maintenir l'article 41 tel qu'il a été adopté à la précédente session. Il propose donc de le renvoyer au Comité de rédaction en invitant celui-ci à tenir compte des observations faites par M. Edmonds et M. Padilla Nervo ainsi que des modifications de rédaction qu'il a lui-même suggérées.

38. Le point soulevé par M. Gros concernant l'assurance obligatoire des automobiles pourrait être traité dans le commentaire.

Il en est ainsi décidé.

ARTICLE 42 (Obligation de répondre comme témoin)

39. M. ŽOUREK, Rapporteur spécial, présentant l'article, signale que les gouvernements ont fait parvenir un certain nombre d'observations générales. Le Gouvernement espagnol estime qu'il faudrait réserver aux seuls consuls de carrière le privilège de témoigner à leur domicile. La Commission a déjà examiné des objections analogues et a fait observer que le Chapitre II du projet se rapporte aux consuls de carrière seulement, tandis que le Chapitre III concerne les privilèges et immunités des consuls honoraires. De son côté, le Gouvernement des Philippines (A/CN.4/136) a critiqué la rédaction du paragraphe 1^{er} et a signalé que les mots « sont tenus » se trouvent contredits par les mots « aucune mesure de coercition ne peut leur être appliquée ». Le Gouvernement norvégien (*ibid.*) a, lui aussi, critiqué le paragraphe 1^{er}, mais pour des raisons qui touchent davantage au fond; ce Gouvernement affirme, en effet, que la règle énoncée dans la première phrase semble découler *a contrario* des autres articles de la section et que celle énoncée dans la seconde phrase ne peut se justifier ni par les principes généralement reconnus du droit international, ni par des

considérations tenant au développement progressif du droit international. Le Gouvernement norvégien est pour la suppression de ce paragraphe, mais M. Žourek ne partage pas cet avis, car il lui semble nécessaire d'énoncer clairement les deux règles qui ont été incorporées dans l'article à la douzième session. De plus, la première phrase consacre indubitablement la pratique générale en la matière, tandis que la seconde répond nettement, comme les membres de la Commission l'ont exposé longuement, à la nécessité d'assurer le cours normal des relations consulaires et de favoriser le développement progressif du droit international.

40. Le Gouvernement danois ne pense pas qu'il y ait de raisons suffisantes d'insérer dans le projet la règle énoncée dans la deuxième phrase du paragraphe 1^{er}. Le Gouvernement chilien (A/CN.4/136/Add.7) propose de supprimer les paragraphes 1^{er} et 2 parce qu'ils vont à l'encontre du principe selon lequel les fonctionnaires consulaires doivent être assujettis à la juridiction ordinaire de l'Etat de résidence, sauf à raison des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions. Le Gouvernement yougoslave (A/CN.4/136) a présenté trois suggestions : tout d'abord, il préconise l'insertion dans l'article d'une disposition prévoyant que le consul peut présenter une déclaration par écrit au lieu de témoigner oralement à sa résidence officielle; en second lieu, il voudrait voir introduire une règle stipulant que, au cas où un membre de consulat refuse de témoigner en arguant que les faits en cause ont trait à l'exercice de ses fonctions, l'Etat de résidence peut demander à l'Etat d'envoi d'autoriser son consul à témoigner; enfin, l'article, à son avis, devrait stipuler que le consul n'est pas tenu de prêter serment en qualité de témoin. M. Žourek signale qu'il a légèrement modifié le texte des paragraphes 1^{er} et 2 pour tenir compte des observations présentées par les Gouvernements philippin et yougoslave. Au paragraphe 1^{er}, il a remplacé les mots « sont tenus » par « peuvent être appelés à répondre », pour écarter l'objection soulevée par les Philippines; d'autre part, il a ajouté à la fin du paragraphe 2 les mots « ou accepter une déclaration écrite du fonctionnaire consulaire », conformément à la première suggestion du Gouvernement yougoslave.

41. Quant aux observations relatives au paragraphe 3, le Rapporteur spécial appelle l'attention de la Commission sur la proposition du Gouvernement néerlandais (A/CN.4/136/Add.4) qui estime que la règle énoncée dans la dernière phrase du paragraphe 3 du commentaire devrait être insérée dans le paragraphe 3 de l'article lui-même. M. Žourek propose que la Commission adopte cette suggestion, d'autant plus qu'elle a déjà été appuyée à la douzième session (573^e séance, par. 36 et 38). Le Gouvernement chilien est d'avis de supprimer la dernière phrase du paragraphe 3 car, si le fonctionnaire exerce un droit en refusant de témoigner, on ne peut prendre contre lui de ce fait, ni sanction, ni mesure coercitive. M. Žourek admet que, du point de vue strictement logique, cette observation est exacte mais il estime qu'il importe d'insérer cette disposition dans l'article, compte tenu notamment de l'observation du Gouvernement des Etats-Unis (A/CN.4/136/Add.3); celui-ci pense, en effet, que doit être considérée comme officielle toute fonction dont l'Etat d'envoi assume la responsabilité et il souligne la nécessité d'examiner de manière plus approfondie les

circonstances dans lesquelles un fonctionnaire consulaire est tenu de répondre comme témoin en justice ou la faculté de refuser de témoigner. Il semble, d'autre part, particulièrement important de prévoir une disposition expresse afin que le refus d'un fonctionnaire consulaire de témoigner en justice ne soit pas considéré comme un outrage au tribunal.

42. Les quelques modifications de forme suggérées par la délégation du Ghana à la Sixième Commission lors de la quinzième session de l'Assemblée générale mentionnées dans le troisième rapport, par le Gouvernement des Philippines et par le Gouvernement des Etats-Unis, devraient être renvoyées au Comité de rédaction. Le Gouvernement belge (A/CN.4/136/Add.6) propose que les mots « à son bureau » qui figurent à la fin du paragraphe 2 soient remplacés par les mots « au consulat »; M. Žourek considère que cette modification constituerait une amélioration certaine car elle est conforme à la terminologie acceptée par la Commission.

43. Le Rapporteur spécial propose que, sauf les modifications qu'il a suggérées, la Commission maintienne le texte adopté à la douzième session à la suite d'une discussion approfondie, d'autant plus que seul un petit nombre de gouvernements ont proposé d'y apporter des modifications de fond.

44. M. BARTOŠ déclare que, pour sa part, il n'était pas d'accord avec la formule du Gouvernement yougoslave tendant à permettre au consul de remplacer dans tous les cas par une déclaration écrite son obligation de répondre comme témoin en justice à son bureau ou à sa résidence, ceci étant contraire au principe de la procédure contradictoire. Toutefois, la formule que le Rapporteur spécial a trouvée pour donner satisfaction au Gouvernement yougoslave représente une solution heureuse qui a dissipé ses doutes.

45. Plus importante est la question du règlement des conflits entre le consul et les tribunaux de l'Etat de résidence. Lorsqu'un consul refuse de répondre comme témoin, aucune mesure de coercition ne peut lui être appliquée. Le consul peut toutefois accepter de répondre comme témoin, tout en refusant de déposer sur des faits qui, à ses yeux, touchent à l'exercice de sa fonction ou à un secret officiel; si le tribunal conteste cette allégation, la question ne peut être réglée que par l'Etat d'envoi. De l'avis de M. Bartoš, il est essentiel d'insérer une disposition à cet effet dans l'article même ou dans le commentaire, car on considère assez couramment que, lorsque le consul a accepté de répondre comme témoin en justice, il est soumis aux règles de procédure du tribunal qui recueille le témoignage. En fait, si ce tribunal assumait la compétence de régler un conflit de ce genre, il commettrait une immixtion dans les actes officiels de l'Etat d'envoi; c'est donc ce dernier qui doit régler la question selon les dispositions de son droit interne. D'après les renseignements dont M. Bartoš dispose, les deux tiers environ des Etats font défense à leurs fonctionnaires consulaires de déposer devant les tribunaux étrangers sans le consentement exprès de l'Etat d'envoi, sur des faits dont ils ont pris connaissance dans l'exercice de leurs fonctions officielles. Cette permission est délivrée à l'échelon ministériel, bien qu'il ne s'agisse pas là d'une interdiction absolue mais plutôt d'une garantie adminis-

trative. Un consul peut refuser de témoigner sans invoquer le secret officiel, mais en raison des sanctions disciplinaires ou judiciaires qui lui seraient éventuellement imposées par les autorités de son Etat s'il acceptait de témoigner, il se pourrait qu'il refuse de déposer en invoquant le secret officiel ou en alléguant que le témoignage est lié à l'accomplissement de ses fonctions officielles. C'est pourquoi M. Bartoš juge indispensable de mentionner, dans le commentaire du moins, que dans un cas semblable l'Etat de résidence peut demander à l'Etat d'envoi soit d'autoriser le consul à témoigner, soit de décider s'il s'agit ou non d'un secret officiel.

46. M. VERDROSS voudrait poser deux questions au Rapporteur spécial. Premièrement, le tribunal de l'Etat de résidence peut-il citer directement les membres d'un consulat à répondre comme témoins? Le droit autrichien, par exemple, exige que cette demande soit faite par l'intermédiaire du Ministère de la justice; on pourrait mentionner ceci dans le commentaire.

47. Deuxièmement, ne peut-on appliquer aucune mesure de coercition à un membre du consulat pour qu'il réponde comme témoin lorsqu'il s'agit d'un ressortissant de l'Etat de résidence et que son témoignage n'a aucunement trait à l'exercice de fonctions officielles? Il serait exagéré, à son avis, que la Commission étende l'immunité à cette catégorie de personnes.

48. M. AGO dit qu'il attend avec beaucoup d'intérêt la réponse du Rapporteur spécial à la seconde question de M. Verdross.

49. Il faut observer que le membre de phrase « aucune mesure de coercition ne peut leur être appliquée » prête à deux sortes d'interprétations, l'une étroite et l'autre large. Il serait personnellement pour l'interprétation étroite, selon laquelle le consul ne peut pas être forcé de répondre comme témoin au cours de procédures judiciaires ou administratives; toutefois, lorsqu'il s'agit d'actes n'ayant aucune relation avec des fonctions officielles, peut-on engager des poursuites contre le consul parce qu'il ne s'est pas présenté et peut-on, par exemple, lui infliger une amende pour non-comparution?

50. Le PRESIDENT, prenant la parole en qualité de membre de la Commission, exprime des doutes quant à la concordance entre le paragraphe 1^{er} et le paragraphe 3. A sa douzième session, la Commission avait eu l'intention d'indiquer qu'un consul est tenu de répondre comme témoin en justice; il n'est pas sûr que l'ensemble de l'article rende bien l'idée de cette obligation. La première phrase du paragraphe 1^{er} est assez catégorique pour être interprétée comme s'appliquant à toutes les éventualités qui peuvent se présenter, mais la première phrase du paragraphe 3 n'indique pas clairement que la première phrase du paragraphe 1^{er} a trait uniquement aux questions qui ne touchent pas à l'exercice de fonctions officielles. C'est pourquoi, il conseillerait d'ajouter à la fin de la première phrase du paragraphe 1^{er} une clause restrictive de cet ordre: « sauf en ce qui concerne des faits ayant trait à l'exercice de leurs fonctions ». On indiquerait ainsi d'une façon évidente l'obligation de témoigner dans tous les autres cas.

51. M. SANDSTRÖM appuie sans réserve la proposition du Président.

52. M. ŽOUREK, Rapporteur spécial, répondant à la première question de M. Verdross, indique que d'après le droit de plusieurs pays c'est le Ministère de la justice ou le Ministère des affaires étrangères qui est exclusivement compétent pour transmettre aux consuls la convocation dans les circonstances envisagées, cette règle étant applicable aussi bien aux agents diplomatiques qu'aux fonctionnaires consulaires. Toutefois, de nombreuses conventions consulaires permettent aux tribunaux de communiquer directement avec les fonctionnaires consulaires, prévoyant simplement que l'assignation ne doit pas contenir une menace de sanction en cas de non-comparution. Il estime que les tribunaux peuvent s'adresser dans ce cas directement aux fonctionnaires consulaires mais qu'ils ne peuvent pas les menacer d'une sanction quelle qu'elle soit au cas où ces derniers n'obéiraient pas à l'ordre de comparaître. C'est pourquoi il pense qu'on peut laisser telle quelle la première phrase du paragraphe 1^{er}.

53. Quant à la seconde question de M. Verdross, M. Žourek estime qu'un consul qui est ressortissant de l'Etat de résidence ne peut pas jouir du privilège conféré par l'article 42 en ce qui concerne les actes qui n'ont pas trait à l'exercice de fonctions officielles. On pourrait exprimer plus clairement cette idée dans le dernier paragraphe du commentaire de cet article. La question est d'ailleurs réglée au paragraphe 1^{er} de l'article 50.

54. Le Rapporteur spécial fait remarquer à M. Ago que les mots « aucune mesure de coercition ne peut leur être appliquée » excluent clairement toutes mesures que les autorités judiciaires ou administratives seraient en droit de prendre contre un fonctionnaire consulaire qui aurait refusé de comparaître pour l'obliger à venir déposer devant le tribunal. Il estime que même une amende infligée pour non-comparution constitue une « mesure de coercition ». Si les autorités de l'Etat de résidence mettent en doute les raisons alléguées par le fonctionnaire consulaire pour motiver son refus, elles peuvent bien sûr s'adresser à l'Etat d'envoi pour obtenir satisfaction; le résultat de cette démarche dépendra de la question de savoir si les faits sur lesquels le fonctionnaire consulaire doit témoigner ont trait ou non à l'exercice de ses fonctions consulaires.

55. Enfin, il accepte l'amendement suggéré par le Président, qui contribuerait à clarifier le rapport entre le paragraphe 1^{er} et le paragraphe 3.

56. M. VERDROSS n'est pas satisfait de l'explication du Rapporteur spécial, selon laquelle le paragraphe 1^{er} de l'article 50 répondrait à la seconde question que M. Verdross a posée; ce paragraphe, en effet, s'applique uniquement à des actes officiels déjà accomplis. L'article 42 devrait stipuler clairement que l'exemption des mesures de coercition en cas de refus de témoigner ne s'applique pas aux ressortissants de l'Etat de résidence pour des faits complètement étrangers aux fonctions officielles.

57. Se référant à la suggestion du Président en ce qui concerne le paragraphe 1^{er}, M. PAL rappelle que l'idée primitive de la Commission était de s'inspirer de certaines conventions consulaires, et en particulier du paragraphe 3 de l'article 13 et du paragraphe 5 de l'article 12 de la Convention consulaire de 1952 entre le Royaume-Uni et

la Suède². Le paragraphe 1^{er} de l'article 42 — qui correspond au paragraphe 3 de l'article 13 de cette Convention — signifie qu'en principe les membres du consulat sont tenus de répondre comme témoins, mais que, s'ils refusent de le faire, aucune mesure de coercition ne peut leur être appliquée à cet effet. Le paragraphe 3, par contre, énonce leur droit à invoquer le privilège de refuser de témoigner. Ainsi, selon le paragraphe 1^{er}, les membres du consulat peuvent refuser de témoigner dans tous les cas, qu'ils aient ou non le droit d'invoquer le privilège; mais s'ils refusent sans invoquer le privilège, ils peuvent s'attendre à toutes les autres conséquences de ce refus, hormis les mesures de coercition. Aux termes du paragraphe 3, par contre, le refus de témoigner ne comporte aucune conséquence car il sera fondé sur l'exercice du privilège.

58. M. AGO appuie entièrement l'amendement du Président au paragraphe 1^{er}. En l'absence de cet amendement, on pourrait interpréter l'article comme permettant aux consuls de se soustraire à l'obligation générale de répondre comme témoins.

59. En ce qui concerne la phrase que le Gouvernement néerlandais propose d'ajouter au paragraphe 3, M. Ago doute qu'il soit sage d'inclure dans l'article même trop de dispositions détaillées. Ce n'est pas sans raisons sérieuses qu'un consul refusera de témoigner sur des faits dont il a eu connaissance dans l'exercice de ses fonctions d'officier de l'état civil. En s'appesantissant trop sur ces détails, la Commission court le risque d'affaiblir l'immunité prévue à l'article 42. En cas d'abus, l'Etat d'envoi peut toujours rappeler ou destituer le fonctionnaire en question. Le but d'une convention multilatérale est d'énoncer clairement des principes généraux; les détails relèvent de la pratique internationale et des traités bilatéraux.

60. M. FRANÇOIS comprend parfaitement les raisons pour lesquelles M. Ago hésite à accepter la suggestion des Pays-Bas tendant à inclure dans l'article une disposition stipulant que le fonctionnaire consulaire doit être prêt à témoigner de l'authenticité des actes dressés par lui. Néanmoins, il est très souhaitable, pour couvrir ce cas, de prévoir une exception à la règle énoncée au paragraphe 3 de l'article 42 : en effet, dans certains pays, pour qu'un document établi par un consulat puisse être invoqué en justice, il faut que le fonctionnaire consulaire atteste son authenticité.

61. On a dit que, normalement, le consul ne refuserait pas son témoignage à cet effet : personnellement, M. François en doute. Si, en vertu des dispositions de l'article 42, le consul est autorisé à refuser de témoigner sur des faits ayant trait à l'exercice de ses fonctions officielles, il pourrait être amené à craindre de porter atteinte au prestige de ses fonctions en donnant ce témoignage. La seule garantie que l'on aurait d'obtenir cette déposition serait de compléter l'article 42 dans le sens indiqué par le Gouvernement des Pays-Bas, en précisant, bien entendu, que cela ne doit pas signifier que le fonctionnaire consulaire est obligé de donner des

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 202, p. 304 et suivantes.

détails supplémentaires sur ce qui a motivé les instruments en question ou de divulguer des faits dont il a eu connaissance en dressant ces actes.

62. M. AMADO fait observer que le paragraphe 2 n'est pas très bien rédigé. Il a déjà eu l'occasion, à propos d'autres articles, de s'élever contre l'emploi de termes tels que « raisonnables », qui sont trop vagues et qui peuvent prêter à des interprétations subjectives. Or, non seulement ce terme figure au paragraphe 2, mais on le trouve dans un membre de phrase très lourd en soi : « doit prendre toutes mesures raisonnables pour éviter de gêner le fonctionnaire consulaire dans l'accomplissement de ses fonctions officielles ». On pourrait améliorer le texte du paragraphe 2 en disant tout simplement : « doit éviter de gêner ». De même, on aurait intérêt à remplacer l'expression « doit faire le nécessaire pour recueillir son témoignage » par « doit recueillir son témoignage ».

63. D'autre part, en reliant par la conjonction « et » la première phrase du paragraphe 2 à la seconde, qui porte sur l'obtention du témoignage à la résidence ou au bureau du fonctionnaire consulaire, on donne une idée fautive de la procédure à suivre en la matière. En effet, le fonctionnaire officiel peut choisir, soit de répondre comme témoin au cours de procédures judiciaires, soit de demander à l'autorité compétente de recueillir son témoignage à sa résidence ou à son bureau, lorsque cette procédure est admise et possible. Dans les deux cas, l'autorité qui requiert le témoignage doit éviter de gêner le fonctionnaire consulaire dans l'accomplissement de ses fonctions officielles. Il conviendrait de modifier le libellé du paragraphe 2 pour bien préciser ce point.

64. M. AGO partage entièrement l'opinion de M. Amado au sujet du paragraphe 2, dont le Comité de rédaction ne manquera pas de tenir compte.

65. Pour ce qui est des observations de M. Verdross, touchant les membres du consulat ressortissants de l'Etat de résidence, M. Ago préférerait voir préciser les dispositions de l'article 50, qui visent les ressortissants de l'Etat de résidence plutôt que formuler une exception à l'article 42. La même question se pose, du reste, pour d'autres articles — l'article 40 par exemple; aussi vaudrait-il mieux consacrer un seul article — l'article 50 — à l'inapplicabilité de certains privilèges aux nationaux de l'Etat de résidence. Prévoir une exception à propos de tel privilège et non de tel autre ce serait introduire dans le texte une contradiction apparente qui pourrait susciter des difficultés d'interprétation.

66. M. ŽOUREK, Rapporteur spécial, dit que la Commission doit choisir entre un texte rédigé en termes très généraux ou un texte stipulant des règles précises. A son avis, l'article 42 doit énoncer des règles aussi précises que possible, afin d'éviter des divergences d'interprétation.

67. Comme M. Ago, il ne pense pas que chacun des articles énonçant des privilèges doive être assorti d'une réserve excluant du bénéfice de ces privilèges les ressortissants de l'Etat de résidence. L'article 50, qui limite les privilèges et immunités dont bénéficient les fonctionnaires consulaires ressortissants de l'Etat de résidence à l'immunité de juridiction pour les actes officiels accomplis dans l'exercice de leurs fonctions, et leur refuse

tous autres privilèges qui ne leur seraient pas expressément reconnus par l'Etat de résidence, est suffisamment clair et ne semble nécessiter aucune amélioration.

68. Néanmoins, la suggestion faite par certains Gouvernements de faire mention de l'article 50 dans certains articles du projet n'est pas entièrement dénuée de valeur. Le lecteur qui ne connaîtrait pas toutes les dispositions de la Convention saisirait plus aisément la portée de chacune d'elles si toutes les fois qu'un privilège ne s'applique pas aux ressortissants de l'Etat de résidence, cette réserve y était clairement indiquée. Pour tenir compte des vœux de ces Gouvernements, M. Žourek suggère d'inclure dans l'article premier (Définitions), auquel tout lecteur doit se référer, une clause précisant que les membres du personnel consulaire qui sont ressortissants de l'Etat de résidence ont un statut particulier.

69. M. PADILLA NERVO fait observer qu'en vertu du paragraphe premier, tous les membres du consulat — cette expression étant définie comme englobant aussi bien les employés de consulat que les fonctionnaires consulaires — sont tenus de témoigner en justice, encore qu'aucune mesure de coercition ne puisse leur être appliquée. En revanche, aux termes du paragraphe 2, seuls les fonctionnaires consulaires et non les employés sont protégés, car ce paragraphe ne mentionne que les premiers; il stipule, en effet, que l'autorité qui requiert le témoignage doit prendre des mesures pour ne pas gêner le fonctionnaire consulaire dans l'exercice de ses fonctions.

70. Il ne semble pas que les conventions consulaires en vigueur envisagent la question sous le même angle. C'est ainsi qu'aux termes du paragraphe 3 de l'article 13 de la Convention anglo-suédoise citée par M. Pal — on trouve la même disposition dans les Conventions consulaires entre le Royaume-Uni et le Mexique et le Royaume-Uni et un grand nombre d'autres Etats — l'autorité ou le tribunal qui requiert le témoignage d'un « consul ou employé de consulat » « prendra toutes mesures utiles pour éviter l'entrave dans l'exercice de ses fonctions officielles ». Ce n'est que lorsqu'il s'agit de recueillir le témoignage de l'intéressé à sa résidence ou à son bureau (dans toute la mesure où cela sera possible et régulier) que le privilège se trouve limité « aux fonctionnaires consulaires qui ne sont pas ressortissants de l'Etat de résidence ».

71. M. Padilla Nervo serait reconnaissant au Rapporteur spécial de bien vouloir fournir des éclaircissements à cet égard.

72. M. ŽOUREK, Rapporteur spécial, répond que la différence entre la portée des paragraphes 1 et 2 est intentionnelle. En principe, les employés consulaires n'exercent pas de fonctions consulaires proprement dites et comme certains gouvernements ont soulevé des objections contre le texte adopté à la douzième session, la Commission a voulu préciser par là que ces employés ne bénéficient pas du traitement privilégié prévu au paragraphe 2 de l'article 42.

73. S'il est vrai que certaines conventions consulaires semblent accorder aux employés le privilège énoncé au paragraphe 2, c'est parce qu'en général, elles donnent un sens plus étroit à l'expression « employé de consulat ». Ainsi, le paragraphe 7 de l'article 2 de la Convention

entre le Royaume-Uni et la Suède définit l'employé de consulat comme étant « toute personne, autre que le consul, qui est employée dans un consulat pour y exercer des fonctions consulaires » et il exclut de la définition « les conducteurs de véhicules ou les personnes employées exclusivement à des travaux domestiques ou à l'entretien des locaux du consulat ». Par contre, l'alinéa j) de l'article premier du projet de la Commission stipule que l'expression « employé de consulat » désigne « toute personne remplissant une tâche administrative, technique ou de service dans un consulat ». Il est donc évident que la formule employée dans la Convention bilatérale précitée ne vise pas la plupart des personnes que la Commission considère comme employés de consulat. En revanche, elle englobe des personnes qui exercent des fonctions consulaires, lesquelles, aux termes du projet de la Commission, sont considérées comme « fonctionnaires consulaires ».

74. La différence entre le texte de l'article 42 et les dispositions correspondantes de certaines conventions bilatérales s'explique, en outre, par le fait qu'il est plus facile à deux Etats contractants de s'entendre pour accorder des privilèges plus étendus en raison des relations spéciales qui existent entre eux. Or, afin que le projet d'articles élaboré par la Commission soit acceptable pour la majorité des gouvernements, il faut qu'elle se montre plus circonspecte en matière d'octroi de privilèges.

75. Le **PRESIDENT** constate que la plupart des objections soulevées contre l'article 42 ont trait à la forme. La seule question de fond que la Commission ait à trancher par un vote est la suggestion des Pays-Bas tendant à ajouter à l'article une disposition analogue à celle qui figure dans la dernière phrase du paragraphe 3 du commentaire.

76. Selon M. **AGO**, la proposition des Pays-Bas soulève une importante question de principe. Le consul est un fonctionnaire de l'Etat d'envoi. Lorsqu'il instrumente comme officier de l'état civil pour l'enregistrement des naissances, mariages et décès, les actes qu'il accomplit sont des actes de l'Etat d'envoi. Si donc il produit un document se rapportant à ses fonctions officielles en tant qu'officier de l'état civil ou témoigne au sujet d'un tel document, il agit au nom dudit Etat. Par conséquent toute modification de l'article 42 visant à lui imposer l'obligation de témoigner au sujet d'un tel document aurait pour effet d'imposer une obligation à l'Etat d'envoi lui-même. Or, si la législation de l'Etat d'envoi n'autorise pas le consul à déposer, il en résultera une situation très délicate. En fait, c'est à l'Etat d'envoi que les tribunaux de l'Etat de résidence adresseront leur injonction; s'il n'en est pas tenu compte, les tribunaux pourraient infliger une amende au consul pour outrage au tribunal alors qu'en réalité il n'aura fait qu'obéir à la législation de l'Etat d'envoi dans une matière qui concerne ses obligations officielles en tant que fonctionnaire dudit Etat.

77. M. **BARTOŠ** partage l'avis de M. **AGO**. En cas de différend entre les autorités de l'Etat de résidence et le consul sur le point de savoir si le témoignage requis touche à une matière pour laquelle le consul est tenu au secret par la législation de l'Etat d'envoi, les tribunaux de cet Etat sont seuls compétents pour régler le différend.

78. M. **MATINE-DAFTARY** fait observer que lorsqu'un consul agit en qualité d'officier de l'état civil à l'occasion d'un mariage, par exemple, il est le dépositaire non pas d'un secret d'Etat, mais d'intérêts privés. Un particulier peut parfaitement demander à un consul de témoigner au sujet d'un mariage qu'il aura célébré.

79. M. **BARTOŠ** dit qu'il faut distinguer nettement entre le contenu d'un document établi par le consul en sa qualité de notaire ou d'officier de l'état civil, d'une part, et les renseignements dont il a pu avoir connaissance à l'occasion de l'établissement du document en question, d'autre part. En effet, si le contenu du document est public, les renseignements en question ont un caractère confidentiel.

80. C'est ainsi qu'en cas de reconnaissance d'un enfant naturel, l'officier ou le fonctionnaire qui enregistre la déclaration peut être appelé, en vertu de la législation de certains pays, à donner aux personnes intéressées des conseils sur les conséquences juridiques éventuelles de la déclaration. En pareil cas, il arrive souvent qu'il y ait un entretien confidentiel entre le consul et les personnes intéressées. Même si le consul établit un document destiné au public, il devient nécessairement le dépositaire de renseignements confidentiels. Pour ce qui est de ces renseignements, il est tenu par le secret professionnel, mais la déclaration même enregistrée par lui relève, bien entendu, du domaine public et peut être consultée par toute personne intéressée.

81. M. **ŽOUREK**, Rapporteur spécial, fait observer que la dernière phrase du paragraphe 3 du commentaire dit simplement que le consul « ne devrait pas refuser » son témoignage. Il n'est donc pas question de lui imposer une obligation; le passage laisse entendre uniquement que l'Etat d'envoi peut être prié d'autoriser son consul, le cas échéant, à témoigner dans les circonstances envisagées.

82. Le **PRESIDENT** dit que la Commission doit décider s'il convient d'insérer dans l'article 42 une clause imposant au consul une obligation formelle. C'est dans cet esprit qu'il met aux voix la proposition des Pays-Bas.

Par 10 voix contre 3, avec 3 abstentions, cette proposition est rejetée.

83. M. **AMADO** dit qu'il s'est prononcé contre la proposition des Pays-Bas parce que le paragraphe 3 de l'article 42 stipule nettement que les membres du consulat peuvent refuser de témoigner sur des faits ayant trait à l'exercice de leurs fonctions. La dernière phrase du paragraphe 3 du commentaire est une simple recommandation adressée à l'Etat d'envoi pour qu'il facilite, dans toute la mesure du possible, le témoignage des consuls.

84. M. **BARTOŠ** déclare qu'il a voté contre la proposition parce que la dernière phrase du paragraphe 3 du commentaire a une portée trop vaste; il laisse entendre, en effet, qu'un consul peut être appelé à déposer « sur des faits dont il aurait connaissance en tant que fonctionnaire de l'état civil » et ne tient pas compte de la distinction fondamentale qu'il a signalée entre le contenu même d'un document public et les renseignements confidentiels dont le consul peut être dépositaire en tant qu'officier de l'état civil.

85. C'est pour la même raison que M. SANDSTRÖM a voté contre la proposition. Il estime, lui aussi, que la dernière phrase du paragraphe 3 du commentaire a une portée trop étendue.

86. M. YASSEEN dit qu'il s'est prononcé contre la proposition parce que, en fait, le consul agit en qualité de notaire et de fonctionnaire de l'état civil de l'Etat d'envoi. A ce titre, il n'est pas soumis à la juridiction de l'Etat de résidence. Les preuves nécessaires concernant les actes accomplis par lui dans l'exercice de ses fonctions officielles ne peuvent être obtenues que par l'intermédiaire des autorités compétentes de l'Etat d'envoi.

87. Le **PRESIDENT** déclare que l'article 42 ne soulève pas d'autres questions de fond à trancher par la Commission. Il propose par conséquent :

i) de renvoyer l'article 42 au Comité de rédaction en lui demandant de rédiger les paragraphes 1 et 3 en termes plus précis;

ii) d'inviter le Comité à tenir compte, au paragraphe 2, des modifications rédactionnelles proposées par M. Amado et par un certain nombre de gouvernements;

iii) d'inviter le Rapporteur spécial à examiner s'il y a lieu d'insérer dans le commentaire une mention relative à la distinction signalée par M. Bartoš.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 heures.

602^e SEANCE

Vendredi 2 juin 1961, à 10 heures

Président : M. Grigory I. TOUNKINE

Relations et immunités consulaires (A/4425; A/CN.4/136 et Add.1 à 11, A/CN.4/137) (suite)

[Point 2 de l'ordre du jour]

PROJET D'ARTICLES (A/4425) (suite)

ARTICLE 43 (Exemption des obligations en matière d'immatriculation des étrangers, de permis de séjour et de permis de travail)

1. Le **PRESIDENT** invite la Commission à entreprendre l'examen de l'article 43 du projet sur les relations et immunités consulaires (A/4425).

2. M. ŽOUREK, Rapporteur spécial, indique qu'il ressort des observations communiquées par les gouvernements qu'en ce qui concerne le permis de travail ceux-ci n'ont pas tous compris l'intention de la Commission, malgré les explications données au paragraphe 4 du commentaire.

3. Le Gouvernement de la Finlande (A/CN.4/136)

déclare que la clause exemptant des obligations en matière de permis de travail ne devrait s'appliquer qu'aux travaux effectués au consulat. Le Gouvernement des Pays-Bas (A/CN.4/136/Add.4) fait une suggestion analogue et le Gouvernement norvégien (A/CN.4/136) dit que l'on ne devrait pas accorder le bénéfice de l'exemption aux membres du consulat et aux membres de leur famille qui exercent une activité privée de caractère lucratif en dehors du consulat. Les Gouvernements de la Belgique (A/CN.4/136/Add.6) et de l'Espagne (A/CN.4/136/Add.8) expriment des opinions semblables.

4. Afin de ne laisser subsister aucun doute sur l'intention de la Commission, le Rapporteur spécial a proposé, dans son troisième rapport (A/CN.4/137), une nouvelle rédaction comportant la réserve suivante : « à l'exception de ceux qui exercent une activité privée de caractère lucratif en dehors du consulat ». Tout bien pesé, cependant, il croit préférable d'en revenir au texte de 1960 (A/4425), car il se propose de rédiger une disposition générale traitant du statut des membres du consulat qui exercent une activité privée de caractère lucratif en dehors du consulat. La question de ce statut se pose à l'occasion de plusieurs articles; il conviendrait donc qu'une même disposition règle cette question sous ces différents aspects.

5. Le Gouvernement de la Pologne (A/CN.4/136/Add.5) pense qu'il devrait être question dans le texte même de l'article 43 de la pratique qui est mentionnée au paragraphe 2 du commentaire et qui consiste à délivrer des cartes spéciales aux membres du consulat. Le Rapporteur spécial pense que l'on pourrait demander au Comité de rédaction d'examiner cette suggestion, qui est en harmonie avec l'opinion exprimée par la Commission dans le commentaire.

6. La seule question de fond sur laquelle devra se prononcer la Commission est posée par les propositions qui tendent à limiter le champ d'application de l'article 43. En particulier, les Gouvernements de la Norvège, de la Belgique et du Japon (A/CN.4/136/Add.9) sont d'avis que le personnel privé des membres du consulat ne devrait pas être admis à bénéficier des dispositions de l'article 43.

7. M. Žourek demande instamment à la Commission de maintenir la disposition dans son texte actuel; l'extension au personnel privé de l'exemption prévue à l'article 43 se justifie par des raisons d'utilité pratique, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 3 du commentaire.

8. M. YASSEEN juge que l'exemption des obligations en matière de permis de travail ne devrait être accordée que pour les travaux effectués au consulat. La rédaction de l'article 43 devrait être améliorée de manière à faire clairement ressortir que l'on n'entend pas accorder l'exemption lorsqu'il s'agit d'une activité privée de caractère lucratif s'exerçant en dehors du consulat.

9. D'après l'article où figurent les définitions, l'expression « membres du consulat » comprend le chef de poste. Or le chef de poste reçoit l'exequatur, qui l'autorise à exercer ses fonctions officielles. Il suffit donc de prévoir l'exemption de l'obligation d'obtenir un permis de travail pour les autres membres du consulat et en ce qui concerne les travaux faits au consulat.